

Unité bi-départementale Calvados - Manche

Caen , le 24/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS ENERGIE DIGARD & CO

LA BOURANNERIE
Neuilly La Forêt
14230 ISIGNY-SUR-MER

Références : 14-2022/155

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2022 dans l'établissement SAS ENERGIE DIGARD & CO implanté LA BOURANNERIE Neuilly La Forêt 14230 ISIGNY-SUR-MER. L'inspection a été annoncée le 01/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objectif principal d'échanger sur les suites données à la précédente inspection (d'août 2021).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS ENERGIE DIGARD & CO
- LA BOURANNERIE Neuilly La Forêt 14230 ISIGNY-SUR-MER
- Code AIOT dans GUN : 0003901158
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Cette unité de méthanisation est en service depuis mi-2020, sous couvert de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 25/02/2019.

Suite à un débordement de jus d'ensilage, l'exploitant avait été mis en demeure de rétablir la conformité de ses rejets aqueux au milieu naturel et a entrepris des aménagements complémentaires pour éviter que cette situation ne se reproduise. Par ailleurs, il envisage de solliciter une augmentation du tonnage de matières et déchets traités et une modification de la composition de cette ration en entrée de process. Ce projet a été présenté en marge de l'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Suite à l'inspection du 12 août 2021, l'exploitant s'est montré très réactif et a levé les points d'écart sous 3 mois.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---------------------------------------------|----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Analyse des rejets aqueux au milieu naturel | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 42 et 45 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|-------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Aménagement de l'unité de phyto-épuración | AP de Mise en Demeure du 17/05/2021, article 1er | / | Sans objet |
| Confinement des eaux en cas de pollution | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 | / | Sans objet |
| Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23 | / | Sans objet |
| Analyse des digestats liquides et solides | Arrêté Ministériel du 22/10/2020, article III.1 du cahier des charges annexé | / | Sans objet |
| VGP pont-bascule | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'aménagement de l'unité de phyto-épuración, maintenant en service, permet d'éviter que ne se reproduise l'épisode de pollution aux jus de silos enregistré fin 2020.

L'exploitant a su réagir suite à la dernière inspection et apporter réponses aux différent sujets soulevés.

A l'issue de cette inspection, une nouvelle campagne d'analyse des eaux rejetées est attendue sous un mois pour vérifier l'efficacité de l'unité de phyto-épuración, au regard des valeurs limites réglementaires.

L'exploitant doit renouveler dans l'année l'analyse complète des digestats solides et liquides (inertes et impuretés, ETM, CTO), outre les analyses agronomiques et microbiologiques qu'il pratique plusieurs fois par an.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Aménagement de l'unité de phyto-épuration

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/05/2021, article 1er |
| Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement de l'unité de phyto-épuration |
| Prescription contrôlée : L'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 mai 2021 rappelle l'obligation faite par l'article 42 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 août 2010 : "Les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites." |
| Constats : Suite à une pollution du cours d'eau dans lequel sont rejetées les eaux pluviales ruisselant sur le site fin 2020, et afin de répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 mai 2021, l'exploitant a mis en place une unité de phyto-épuration en aval du bassin de décantation. La parcelle sur laquelle s'implante cette unité, située en dehors du périmètre ICPE, fait l'objet d'une convention de mise à disposition par les propriétaires au profit de la SAS Energie Digard & Co. Une visite en août 2021 avait permis de constater l'avancement des travaux d'aménagement de l'unité de phyto-épuration. Lors de l'inspection réalisée le 3 mars 2022, il a été observé que l'unité est aujourd'hui en service. Conséquemment, le point de rejet au milieu naturel a été modifié pour se situer en aval des 2 étages de phyto-épuration. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux en cas de pollution

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux en cas de pollution |
| Prescription contrôlée : L'installation est en outre munie d'un dispositif de rétention, le cas échéant effectué par talutage, d'un volume au moins égal au volume du contenu liquide de la plus grosse cuve, qui permet de retenir le digestat ou les matières en cours de traitement en cas de débordement ou de perte d'étanchéité du digesteur ou de la cuve de stockage du digestat. |
| Constats : La fosse en géomembrane de décantation des eaux pluviales, située en amont de l'unité de phyto-épuration est munie d'une vanne d'isolement afin d'éviter tout rejet à l'unité de phyto-épuration et in fine au milieu naturel en cas de pollution (rupture ou débordement de digesteur, etc.). Cette vanne d'isolement était fuyarde lors de l'inspection du 12 août 2021 ; l'exploitant a investigué et découvert qu'elle avait été installée à l'envers. La vanne a été remplacée correctement et joue maintenant son rôle, permettant un confinement en cas de pollution, sans rejet dans l'unité de phyto-épuration. |
| Observations : L'inspecteur attire l'attention de l'exploitant sur le fait que cette disposition réglementaire a été modifiée par l'arrêté ministériel du 17 juin 2021. A ce titre, et en application du point VI de l'article 30 ainsi modifié, l'exploitant recense d'ici le 1er juillet 2023 les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre aux exigences des dispositions du point III du présent article. Il planifie ensuite les travaux en quatre tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement quatre, six, huit et dix ans après le 1er juillet 2021. En réponse à une remarque de l'inspecteur lors de sa visite d'août 2021, l'exploitant a fait réaliser 3 tests d'étanchéité, de type Porchet, sur les 3 revêtements de surface constituant la zone de rétention globale assurée par talutage. Les surfaces en enrobé et en béton répondent à la vitesse d'infiltration maximale de 10^{-7} m/s. La couche d'argile, elle, n'y répond pas. Il convient donc de déterminer si le rapport h/V entre l'épaisseur h de la couche d'étanchéité (en mètres) et la vitesse V de pénétration (en mètres par heure) est supérieur à 500 heures. Dans le cas contraire, l'exploitant devra prévoir les travaux de mise en conformité de cette partie en argile, selon le calendrier par tranches susmentionné. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incendie |
| Prescription contrôlée : Une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances à proximité du stock de matières avant traitement. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation. (...) L'installation est également dotée d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. |
| Constats : Il a pu être vérifié que le marquage du niveau minimal d'eau à maintenir dans la fosse d'eau incendie (480 m3) est toujours visible. Ce niveau minimal était respecté lors de l'inspection. Concernant les extincteurs, suite à l'observation faite par l'inspecteur lors de sa visite d'août 2021, l'exploitant a mis en place 5 extincteurs à poudre répartis sur tout le site et en fonction des risques. |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Analyse des digestats liquides et solides

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2020, article III.1 du cahier des charges annexé |
| Thème(s) : Autre, Fréquence d'analyses |
| Prescription contrôlée : Nombre minimal d'analyse des critères agronomiques et microbiologiques à réaliser par an : - 2 analyses par lots si la quantité de digestats est comprise entre 5500 t/an et 11000 t/an ; - 3 analyses par lots si la quantité de digestats est comprise entre 11000 t/an et 16500 t/an. |
| Constats : L'exploitant estime qu'il valorise en agriculture environ 6000 tonnes par an de digestats solides et environ 12000 tonnes par an de digestats liquides. Il a fait réaliser 3 analyses des critères agronomiques et microbiologiques de chaque type de digestats en avril 2021, août 2021 et février 2022. Les résultats des dernières analyses sont conformes pour les pathogènes e-coli et salmonelles, tant pour les digestats liquides que pour les solides. Les concentrations en inertes et impuretés, en éléments traces métalliques et en composés traces organiques avaient été contrôlées lors des analyses d'avril 2021. |
| Observations : Pour mémoire, outre les analyses à renouveler plusieurs fois par an pour les critères agronomiques et les pathogènes microbiologiques, <u>l'exploitant doit renouveler au moins une fois par an les analyses concernant les inertes et impuretés, les éléments traces métalliques et les composés traces organiques.</u> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Analyse des rejets aqueux au milieu naturel

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 42 et 45 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux |
| Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none">- pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;- température , 30 °C ;- MEST : 100 mg/l si le flux n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;- DCO : 300 mg/l si le flux n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;- DBO5 : 100 mg/l si le flux n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà ;- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;- Azote global : 30 mg/l (concentrations exprimées en moyenne mensuelle) si le flux excède 50 kg/j, 15 mg/l si le flux excède 150 kg/j , et 10 mg/l si le flux excède 300 kg/j ;- Phosphore total : 10 mg/l (concentrations exprimées en moyenne mensuelle) si le flux excède 15kg/j, 2 mg/l si le flux excède 40 kg/j, et 1 mg/l si le flux excède 80 kg/j. (...) Une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 42 est effectuée sur les effluents rejetés au moins une fois chaque année. |
| Constats : L'exploitant a fait réaliser en février 2022 une nouvelle analyse des rejets au milieu naturel en sortie de son unité de phyto-épuration. Les paramètres analysés ne correspondent pas à ceux devant respecter les valeurs limites prévues à l'article 42 de l'arrêté ministériel. Cette analyse ne permet donc pas de conclure sur la conformité des rejets aqueux et doit être renouvelée sous 1 mois. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites (arrêté de mise en demeure) si une nouvelle analyse n'est pas réalisée sous 1 mois. |

Nom du point de contrôle : VGP pont-basculé

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29 |
| Thème(s) : Autre, Equipement de pesée |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base d'une pesée effectuée lors de la réception. |
| Constats : Le pont-basculé a fait l'objet d'une vérification générale périodique en septembre 2021. Aucun dysfonctionnement de cet équipement n'a été détecté durant l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |